



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BERLIN ECO

## BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

# DE BERLIN

N° 10 – avril 2021

### Sommaire

#### Actualité économique:

- Environnement macro-économique : PIB / inflation / climat des affaires / exportations / climat à la consommation
- Politique budgétaire : dette et déficit de l'Etat
- Politiques sociales : chômage et chômage partiel / conseils d'entreprise / accord salarial dans la métallurgie

#### Actualité financière :

- Marché financiers : émissions de dettes / blockchain
- Régulation financière : N26 / union bancaire / assurance-vie / assurance-crédit
- Banques et assurances : Greensill Bank / Deutsche Bank / Commerzbank / KfW / Helaba / NordLB / BayernLB / DekaBank

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 2,7 MDSE€

Dédommagements versés à ce jour aux déposants suite à la déclaration de faillite de Greensill Bank, dont 1,1 Md€ au titre de la garantie obligatoire.

## ACTUALITE ECONOMIQUE

### Environnement macroéconomique

L'institut [IMK](#) pronostique une croissance du **PIB** de 4,9 % en 2021 et de 4,2 % en 2022. Il s'agit d'une projection bien plus optimiste que le consensus des autres principaux instituts. L'IMK table sur un commerce extérieur très dynamique, ainsi que sur une forte reprise de la consommation des ménages et des investissements. Le taux de chômage (en définition nationale) est annoncé à 5,8 % en 2021 et 5,3 % en 2022.

Le baromètre conjoncturel du [DIW](#) chute de 7 points à 104 points en mars. L'institut estime que la nouvelle dégradation de la situation sanitaire handicape la reprise économique, malgré une industrie robuste. Pour le premier trimestre 2021, une contraction de 1,5 % du **PIB** est pronostiquée.

La variation de l'indice des **prix à la consommation** est chiffrée par [Destatis](#) à +1,7 % en mars (+0,5 % par rapport à février). La hausse des prix des biens et de l'énergie est particulièrement forte.

L'indice [ifo](#) du **climat des affaires** s'inscrit en forte hausse en mars et atteint 96,6 points (92,7 en février), soit la valeur la plus élevée depuis juin 2019. L'évaluation de la situation actuelle et les perspectives s'améliorent nettement dans tous les secteurs (manufacturier, services, commerce, construction), à l'exception du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration. En outre, l'indicateur de l'[ifo](#) sur les **attentes d'exportations** de l'industrie atteint son plus haut niveau depuis janvier 2011 (24,9 points après 11,9 points en février), reflétant la forte demande des marchés chinois et américain, mais aussi une reprise du marché européen.

L'indice du **climat à la consommation** de la fédération du commerce de détail [HDE](#) s'améliore pour la deuxième fois d'affilée (95,6 points en avril, +1,0 point par rapport à mars). La fédération note une propension à l'achat des consommateurs en hausse, malgré une situation sanitaire tendue.

## Politique budgétaire

Selon [Destatis](#), le niveau de **dette de l'Etat** (Bund, Länder, communes, sécurité sociale) a atteint 2 171,8 Md€ fin 2020, soit une hausse annuelle de 14,4 % (-1,0 % par rapport au troisième trimestre) et un montant par tête de 26 128 €. La dette du Bund (1 403,4 Md€, +18,1 %) enregistre la plus forte hausse, suivie des Länder (635,8 Md€, +9,9 %) et des communes (132,5 Md€, +0,9 %).

Le **déficit de l'Etat** 2020 est chiffré par [Destatis](#) à 189,2 Md€; il s'agit du premier solde négatif depuis 2013 et du déficit le plus élevé depuis la réunification. Les dépenses ont totalisé 1 678,6 Md€ (+12,1 %, principalement en raison des dépenses liées à la pandémie), les recettes 1 489,4 Md€ (-3,5 %, principalement en raison du recul des recettes fiscales). Le Bund enregistre le plus grand déficit (129,9 Md€), suivi des Länder (33,5 Md€) et des caisses de sécurité sociale (27,9 Md€). Le solde des communes est positif (2,0 Md€), principalement grâce à des transferts effectués par les Länder.

## Politiques sociales

Selon [l'agence](#) fédérale du travail, le **chômage** a très légèrement baissé en mars (-0,3 %), le taux de chômage (en définition nationale) restant stable à 6,0 % (données désaisonnalisées). 2,85 M de salariés percevaient le chômage partiel en janvier mais le nombre de demandes a continué de reculer fortement (197 000 salariés concernés en mars, après 500 000 en février et 975 000 en janvier). Selon [l'ifo](#), 2,7 M de salariés percevaient le **chômage partiel** en mars (contre 2,9 M en février), soit 8,0 % des salariés. Si la part des salariés placés en chômage partiel était en mars de seulement 6,3 % dans l'industrie, le recours est resté important dans le commerce de détail (20,2 %) et la restauration-hôtellerie (50,8 %).

Le [conseil](#) des ministres a adopté le 31/03/21 le projet de loi de modernisation des **conseils d'entreprises** qui prévoit notamment de protéger du licenciement les salariés préparant la constitution d'un conseil d'entreprises. Par ailleurs, les conditions de mise en œuvre du télétravail devront être décidées avec le « Betriebsrat » (l'employeur décidant toujours du recours ou non au télétravail).

L'**accord salarial** pilote obtenu dans la métallurgie prévoit notamment le versement en juin 2021 d'une prime corona de 500 € (300 € pour un apprenti) et d'une « prime de transformation » versée en février 2022 équivalente à 18,4 % d'un mois de salaire suivie d'une 2<sup>ème</sup> en février 2023 à hauteur de 27,6 % d'un mois de salaire.

## ACTUALITE FINANCIERE

### Marchés financiers

L'Agence financière émettra au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 **2,5 Md€** de plus qu'annoncé en décembre dernier (cf. BE n°39/2020), en augmentant une obligation qui arrive à échéance en août 2048 (de 1 à 1,5 Md€), une en avril 2026 (de 3 à 4 Md€) et une en novembre 2028 (de 3 à 4 Md€).

L'Agence financière, la Bundesbank et Deutsche Börse ont testé avec succès une interface de règlement-livraison des titres électroniques, basée sur la **technologie blockchain (DLT)**. Elles ont ainsi démontré qu'une passerelle technique entre la technologie blockchain et les opérations de paiement conventionnelles était possible pour le règlement de titres en monnaie de banque centrale sans créer de monnaie de banque centrale numérique.

### Régulation financière

La **fintech allemande N26 GmbH**, qui comprend la banque en ligne du même nom, demande officiellement une licence « d'holding financière » auprès du superviseur. Ce dernier contrôlera alors l'ensemble du groupe, ce qui pourrait faciliter son entrée en bourse (valeur estimée : 3 Md€). La fintech compte plus de 1 500 employés, dont une centaine au sein de la banque.

La **fédération allemande des banques commerciales, BdB**, se prononce en faveur d'un véritable marché intérieur européen pour les établissements de crédit. Elle estime à 95 Md€ le coût annuel de la fragmentation du marché. Elle critique également le taux négatif appliqué par la BCE sur les dépôts, dont le coût s'élèverait actuellement à 14 Md€/an.

Dans un **projet de décret**, le ministère des Finances annonce la baisse au 1<sup>er</sup> janvier 2022 du taux maximum garanti des **contrats d'assurance-vie** de 0,9 % (taux maximum depuis 2017) à 0,25 %, afin de réduire les charges des assureurs-vie en période de taux d'intérêts bas.

La fédération des assureurs déclarent qu'il ne sera pas nécessaire de prolonger au-delà du 30 juin 2021 le dispositif de soutien à **l'assurance-crédit**

mis en place en avril 2020, un effondrement des chaînes d'approvisionnement n'étant plus à attendre.

### Banques et assurances

La fédération allemande des banques commerciales, **BdB**, qui gère les fonds de garantie des dépôts annonce que le dédommagement des déposants de **Greensill Bank** (déclaration de faillite le 16/03/21) est quasiment achevé. Plus de 20 500 déposants ont perçu au total 2,7 Md€, dont 1,1 Md€ au titre de la garantie obligatoire (*Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH*) et 1,6 Md€ au titre de la garantie facultative (*Einlagensicherungsfonds des BdB*). Environ 1 500 déposants devraient encore recevoir 400 M€.

Plusieurs changements ont été effectués au sein du **directoire** de **Deutsche Bank**. Christian Sewing, dont le contrat de DG a été prolongé jusqu'en avril 2026, a notamment cédé son poste de directeur de la banque d'entreprise et d'investissement à Fabrizio Campelli.

L'assemblée générale du 18 mai 2021 statuera sur la nomination de nouveaux membres du **conseil de surveillance** de **Commerzbank** à la suite du départ de cinq d'entre eux depuis le 16 mars. Helmut Gottschalk, qui a été **président du conseil de surveillance** de DZ Bank de 2010 à 2018, devrait remplacer Hans-Jörg Vetter à la tête du conseil de surveillance (cf. BE 9/2021). 470 M€ de coûts de **restructuration** ont été comptabilisés au premier trimestre 2021 en grande partie dans le cadre de l'indemnisation liée à la suppression d'ici fin 2021 de 1 700 emplois équivalents plein temps.

La **KfW** affiche, en 2020, un **résultat** nettement inférieur à celui de 2019 (525 M€ contre 1,37 Md€) du fait, en particulier, des hausses de provisions pour risques de crédit (777 M€ en 2020 contre 174 M€ en 2019). Le volume record de financement en 2020 en raison de la pandémie (cf. BE 4/2021) explique l'accroissement de la taille du bilan (546 Md€ fin 2020 contre 506 Md€ fin 2019).

**Helaba** enregistre, en 2020, un **résultat** annuel avant impôts en baisse (223 M€ contre 518 M€ en 2019), ses provisions pour risques ayant été multipliées par 3,5 (305 M€ contre 86 € en 2019).

Helaba est particulièrement attentive à l'évolution de deux secteurs d'activités fortement touchés par la crise du Covid : l'immobilier commercial (financement de Helaba à hauteur de 7,4 Md€) et l'aviation (financement de 2,8 Md€).

**NordLB** enregistre, en 2020, une perte annuelle avant impôts de 13 M€ (contre -67 M€ en 2019). Les coûts de restructuration de la banque, largement recapitalisée en 2019, sont bien moindres en 2020 qu'en 2019 (87 M€ contre 459 M€). Les provisions pour risques, qui concernent en grande partie le financement d'avions, sont, en revanche, beaucoup plus élevées (-426 M€ contre +29 M€). La taille de bilan de la banque a continué de diminuer (126 Md€ contre 140 Md€ fin 2019). Ses portefeuilles aéronautique et maritime s'élèvent respectivement à 3,7 Md€ et 2,1 Md€.

Le résultat avant impôts de **BayernLB** s'est réduit de deux tiers en 2020 (195 M€ contre 656 M€ en 2019) à cause des provisions pour risques de crédits, entre autres, immobiliers (-142 M€ contre

+251 M€ en 2019) et des coûts de restructuration (-287 M€ après -217 M€ en 2019). La banque déclare avoir comptabilisé la totalité des coûts de restructuration liés à sa reconfiguration annoncée l'an passé (cf. BE 8/2020). Elle versera à ses sociétaires (la Bavière et les caisses d'épargne bavaroises) un dividende de 75 M€.

En dépit d'une nette hausse des ventes de titres et certificats, le résultat avant impôts de **DekaBank**, le gestionnaire d'actifs des caisses d'épargne, a reculé en 2020 (385 M€ contre 411 M€ en 2019). Les provisions pour risques ont en effet été considérablement relevées (178 M€ contre 11 M€ en 2019) pour faire face aux éventuelles répercussions de la pandémie dans les secteurs des transports et de l'immobilier.

## Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

## Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin  
Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Revu par : François Gautier  
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr  
Crédits photo : ©JFL Photography